

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1994/SR.15  
15 février 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquantième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 15ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mercredi 9 février 1994, à 15 heures.

Président : M. Van Wulfften Palthe (Pays-Bas)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.94-10854 (F)

## SOMMAIRE

Question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation de ces droits fondamentaux et notamment les problèmes relatifs au droit à un niveau de vie suffisant; la dette extérieure, les politiques d'ajustement économique et leurs effets sur la jouissance effective des droits de l'homme, en particulier l'application de la Déclaration sur le droit au développement (suite)

- a) La participation populaire, sous ses divers formes, en tant que facteur important du développement et de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme

Question de la réalisation du droit au développement (suite)

Etat des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (suite)

Bon fonctionnement des organes créés en application des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme (suite)

La séance est ouverte à 15 h 10.

QUESTION DE LA JOUISSANCE EFFECTIVE, DANS TOUS LES PAYS, DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMES DANS LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DANS LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET ETUDE DES PROBLEMES PARTICULIERS QUE RENCONTRENT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT DANS LEURS EFFORTS TENDANT A LA REALISATION DE CES DROITS FONDAMENTAUX ET NOTAMMENT LES PROBLEMES RELATIFS AU DROIT A UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT; LA DETTE EXTERIEURE, LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT ECONOMIQUE ET LEURS EFFETS SUR LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME, EN PARTICULIER L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE DROIT AU DEVELOPPEMENT (point 7 de l'ordre du jour) (suite)

- a) LA PARTICIPATION POPULAIRE, SOUS SES DIVERSES FORMES, EN TANT QUE FACTEUR IMPORTANT DU DEVELOPPEMENT ET DE LA REALISATION INTEGRALE DE TOUS LES DROITS DE L'HOMME

(E/CN.4/1994/17, E/CN.4/1994/18\*, E/CN.4/1994/19 et Add.1, E/CN.4/1994/20; E/CN.4/1994/NGO/6, E/CN.4/1993/16; A/CONF.157/PC/73)

QUESTION DE LA REALISATION DU DROIT AU DEVELOPPEMENT (point 8 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1994/21 et Corr.1 et 2, E/CN.4/1994/99\*)

ETAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME (point 15 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1994/67, E/CN.4/1994/68; E/C.12/1993/3; CCPR/C/2/Rev.3)

BON FONCTIONNEMENT DES ORGANES CREES EN APPLICATION DES INSTRUMENTS DES NATIONS UNIES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME (point 16 de l'ordre du jour) (suite) (A/CONF.157/PC/62/Add.11/Rev.1; A/CONF.157/TBB/4 et Add.1)

1. M. MURZI (Venezuela) évoque les tristes réalités de la situation sociale et politique du monde actuel, à savoir le non-respect généralisé des droits de l'homme et des libertés, de multiples conflits internationaux ou internes, le mépris du droit à la vie, le recours à la torture et à des traitements dégradants, le défaut fréquent d'état de droit, le caractère purement formel des garanties politiques, sociales et économiques dans bien des pays, les massacres dans les Balkans, ajoutant que, même s'il est devenu banal de les rappeler, la Commission doit s'y arrêter à chacune de ses sessions.

2. En particulier, la crise sociale, économique et institutionnelle que connaissent de très nombreux pays en développement exige que soit examinée à fond la question du droit au développement. On sait bien que la misère et le sous-développement font le lit de toutes sortes de régimes autocratiques et que dans bien des pays, un faible indice de croissance, de produit intérieur brut ou de production industrielle va pratiquement de pair avec le déni des libertés et des droits de l'homme. Cette situation est attribuable, pour l'essentiel, à la monoproduction industrielle, à la dépendance à l'égard des exportations de matières premières, à l'importance du pétrole et de ses dérivés dans les rentes de l'Etat, ou encore à des accords commerciaux et économiques défavorables, passés avec les grandes puissances sous le contrôle d'organismes financiers mondiaux. Cet état de dépendance, plutôt qu'à la démocratie, est propice à la dictature et aux régimes forts, qui fleurissent

dans les pays où règnent l'ignorance, l'analphabétisme, le manque de main-d'oeuvre qualifiée, l'oppression des consciences et où la population se voit dénier le droit de participer à la vie civile, politique, syndicale ou culturelle de la nation.

3. Le rapport du Secrétaire général publié sous la cote E/CN.4/1994/17 brosse un tableau peu encourageant de la situation des pays en développement, en particulier des pays fortement endettés, qui ne parviennent pas à stabiliser leur économie et voient croître de façon alarmante la pauvreté extrême, avec le coût social considérable qu'elle entraîne. Sans nier la responsabilité des Etats dans la définition des priorités de développement, coûts sociaux compris, M. Murzi souligne qu'il faut que ces pays se sentent soutenus par la coopération internationale et les institutions financières internationales.

4. S'appuyant sur l'exemple de son propre pays qui, par sa faute, ayant laissé dégénérer la démocratie et fini par devenir un pays fort riche dont le peuple était très pauvre, le représentant du Venezuela affirme qu'il est possible - la volonté politique, la justice sociale, l'ordre juridique et la participation des citoyens à la vie du pays aidant - de reprendre le chemin du développement. Parmi les recommandations du Groupe de travail, il approuve celle tendant à ce que le droit au développement figure à l'ordre du jour des prochaines conférences des Nations Unies, en particulier de la Conférence internationale sur la population et le développement et du Sommet mondial pour le développement social. Enfin, il approuve pleinement le programme de travail du Groupe et demande au secrétariat de tout faire pour qu'il puisse se réunir deux fois en 1994.

5. M. KESSEL (Canada), prenant la parole sur le point 16 de l'ordre du jour, rappelle qu'en 45 ans, depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la communauté internationale a créé un système issu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sur lequel repose dorénavant toute l'action internationale en leur faveur. Ce système est composé de sept organes créés en vertu de traités dont les tâches se recoupent, mais qui sont soucieux de préserver chacun son identité.

6. Désireuse d'assurer à ce système une croissance harmonieuse, la Commission a demandé que soit actualisée l'étude de l'expert indépendant, M. Alston, sur les méthodes envisageables à long terme pour améliorer le fonctionnement des organes qui le constituent (A/CONF.157/PC/62/Add.11/Rev.1). C'est cette étude actualisée que l'orateur se propose de commenter. M. Kessel souligne d'abord que pour que le système fonctionne convenablement, il est essentiel que les principaux instruments soient ratifiés par tous les Etats, ce qui n'est pas le cas. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme a recommandé au Secrétaire général d'engager avec les Etats un dialogue en ce sens et un projet de plan d'action a été présenté au Secrétaire général.

7. Les autres problèmes tiennent, pour les plus anciens, à l'écart croissant entre le nombre de rapports que les Etats sont tenus de présenter et celui de ceux qu'ils présentent effectivement. Le retard accumulé se chiffrant à plus de 1 000 rapports, c'est la crédibilité de tout le système qui risque d'en pâtir. Certes, la tâche n'est pas facile pour bien des gouvernements, mais il faut bien admettre aussi que certains font preuve de mauvaise volonté.

La Commission doit, dès la session en cours, trouver au moins un début de solution. Déjà, les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont proposé que l'examen des Etats défaillants ait lieu même en l'absence de rapport. De son côté, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a proposé que certains de ses membres se rendent dans les pays qui ont pris un retard excessif. Quant à M. Alston, il pense que l'on pourrait citer nommément les Etats défaillants dans les résolutions adoptées par les organes créés en vertu de la Charte. On pourrait peut-être aussi songer à offrir des services consultatifs aux Etats dont le retard est dû au manque d'expérience.

8. La lourde charge que représente l'élaboration des rapports tient parfois au chevauchement de compétences des différents organes créés en vertu d'instruments internationaux qui oblige certains Etats à traiter de la même question dans différents rapports. Les solutions proposées par les présidents desdits organes consistent à en réduire le nombre, à encourager les Etats à ne rédiger qu'un seul rapport global qui serait soumis à tous les organes compétents, et à remplacer les rapports périodiques détaillés par des rapports portant sur des questions précises. Soulignant qu'une réforme aussi fondamentale sera nécessairement l'objet de débats approfondis, M. Kessel, reprenant la mise en garde de M. Alston, dit qu'il faut veiller à préserver l'intégrité du système et, en particulier, sa capacité de sauvegarder les droits de l'homme, et à ne pas compromettre celle-ci au nom d'illusoires notions de rationalisation et d'efficacité.

9. Le système souffre aussi de ce que ses travaux et ses conclusions sont malconnus. Les Etats parties ont là un rôle à jouer, notamment en informant le public des recours ouverts aux particuliers lorsque ceux-ci ont épuisé tous les recours internes. De leur côté les organes conventionnels doivent se soucier davantage de leurs relations avec le public et les médias. De multiples problèmes se posent encore, dont M. Kessel se contente d'énumérer quelques-uns, à savoir que les observations faites par les organes conventionnels à la suite de l'examen des rapports périodiques ne sont guère suivies d'effet; que les services de secrétariat sont insuffisants faute de ressources; que trop peu d'Etats ont ratifié les dispositions concernant les procédures ouvertes aux particuliers en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention contre la torture; et enfin que les membres des organes créés en vertu d'instruments internationaux, désignés ou élus, en qualité d'experts indépendants, par les Etats parties ne sont pas véritablement indépendants. M. Kessel annonce que la délégation du Canada présentera un projet de résolution au titre du point 8, dans lequel elle s'efforcera de proposer, en collaboration avec toutes les délégations intéressées, des solutions constructives.

10. M. BROTDININGRAT (Indonésie) se félicite que depuis l'adoption de la Déclaration sur le droit au développement, à Vienne, au mois de juin 1993, ce droit soit dorénavant admis et que le temps des controverses stériles à son sujet soit dépassé. Les termes mêmes de la Déclaration tracent la voie à suivre : promotion du développement pour promouvoir les droits de l'homme, coopération internationale pour renverser les obstacles au développement et instauration de relations économiques équitables et d'un environnement économique international favorable.

11. La voie est tracée, mais elle est longue. En effet, plus d'un cinquième de l'humanité vit encore dans la pauvreté, et de nombreux pays en développement qui ont procédé aux ajustements structurels prescrits ou pris les mesures voulues pour laisser jouer les forces du marché voient leurs efforts réduits à néant par un environnement économique hostile que caractérisent la difficulté d'accéder aux technologies, le protectionnisme, la faiblesse des prix des produits de base, l'écrasant fardeau de la dette et la neutralisation de l'avantage comparatif, lorsqu'il pourrait y en avoir un. Dans de telles conditions, assurer la jouissance effective du droit au développement ne pourra se faire qu'au prix d'un effort acharné aussi bien en dehors qu'à l'intérieur de la Commission. En dehors de celle-ci, c'est aux pays en développement eux-mêmes qu'il appartient d'adopter des politiques de développement efficaces, les pays développés devant, pour leur part et au minimum, s'abstenir de mener des politiques néfastes pour l'environnement économique international. Les uns et les autres devraient coopérer pour que s'instaure le nouveau partenariat pour le développement défini à Carthagène et pour mettre en oeuvre le Programme d'action pour le développement; ils devraient aussi tirer tout le parti possible de la Conférence internationale sur la population et le développement et du Sommet mondial sur le développement social.

12. Pour sa part, la Commission et aussi le Haut Commissaire aux droits de l'homme devront veiller à préserver l'équilibre entre leurs travaux sur les droits civils et politiques et leurs travaux sur les droits économiques, sociaux et culturels et le droit au développement. La Commission devra aussi s'efforcer d'assurer l'intégration des droits de l'homme et des questions de développement. Quant au Centre pour les droits de l'homme, il faudra étoffer ses capacités dans le domaine du développement.

13. M. Brotodiningrat rappelle ensuite le mandat du Groupe de travail sur le droit au développement : formuler des mesures détaillées et efficaces pour éliminer les obstacles à l'application de la Déclaration sur le droit au développement et recommander des moyens permettant à ce droit de se réaliser dans tous les Etats. Il prend note des premières recommandations du Groupe de travail auquel il suggère d'insister davantage à l'avenir sur la nécessaire coopération internationale. Il conclut en formulant l'espoir que le projet de résolution que sa délégation jointe à celles d'autres pays en développement va proposer sur ce point aura l'appui sans réserve de tous les membres de la Commission.

14. M. LEMINE (Mauritanie) dit que de nombreux obstacles s'opposent à la jouissance effective des droits de l'homme dans bien des pays en développement où l'analphabétisme, la maladie, l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale touchent des couches de plus en plus importantes de la population. Accablés par des problèmes socio-économiques, des centaines de millions d'êtres humains sont ainsi privés de tous les droits qui leur sont officiellement reconnus. C'est à chaque Etat qu'il incombe au premier chef de créer les conditions nécessaires pour permettre à ses citoyens d'exercer ces droits. Mais la communauté internationale doit elle aussi assumer ses responsabilités en la matière en favorisant l'instauration d'un climat international favorable à un développement global, harmonieux, universel et durable.

15. Le développement constitue en effet le lit des droits de l'homme et la lutte pour le développement n'est, en dernier ressort, que la lutte pour les droits de l'homme. La Conférence mondiale de Vienne a d'ailleurs réaffirmé que le droit au développement est un droit universel et inaliénable qui fait partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine. Il est donc impératif d'agir au niveau tant national qu'international pour trouver des solutions appropriées aux problèmes qui font obstacle à la réalisation du droit au développement et, partant, à la jouissance et à l'exercice de tous les autres droits de l'homme. Au niveau national, la participation populaire dans les domaines politique, économique, culturel et social doit être encouragée et les plans de développement doivent être conçus et exécutés en collaboration avec les populations et répondre aux besoins essentiels de celles-ci. Au plan international, le système économique actuel caractérisé par le protectionnisme, la détérioration des termes de l'échange, le fardeau accablant du service de la dette extérieure, qui sont les principaux obstacles au développement socio-économique de nombreux pays, doit absolument être modifié. De l'expérience des pays qui ont appliqué des programmes d'ajustement structurel en coopération avec les institutions financières internationales, il ressort que ces obstacles ne peuvent être levés que par l'instauration d'une coopération internationale authentique qui prenne en compte les intérêts de tous les êtres humains. La conjoncture actuelle est particulièrement propice à la promotion d'un nouveau partenariat mondial pour mettre fin à la dégradation des conditions socio-économiques dans lesquelles vit la majorité des populations du monde qui n'ont plus confiance dans des institutions incapables de satisfaire leurs besoins et perdent tout esprit civique.

16. Nul ne peut rester indifférent à cette situation qui, outre qu'elle offense la dignité humaine, est potentiellement dangereuse pour tous. Il est en effet illusoire de croire que la pauvreté et la misère resteront circonscrites à certaines régions. Il importe de dépasser les égoïsmes nationaux et de renforcer la solidarité internationale pour poser les fondements d'un monde libre, juste, pacifique et débarrassé de la terreur de la misère tel que celui qui est envisagé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

17. M. KHALILUR RAHMAN (Bangladesh) se félicite des efforts faits dans le système des Nations Unies pour mettre en évidence les différents éléments des droits de l'homme et des résultats obtenus dans ce domaine. Il rappelle que les premiers instruments élaborés par l'Organisation des Nations Unies mettaient davantage l'accent sur les libertés fondamentales que sur les droits sociaux et économiques. La Déclaration sur le droit au développement n'a été adoptée qu'en 1986. Le droit au développement n'en est pas moins un droit inaliénable qui fait partie intégrante des droits fondamentaux de l'homme et il faut se garder d'oublier que le sous-développement est un obstacle majeur à la jouissance effective de l'ensemble de ces droits.

18. Dans la Déclaration de Vienne, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a donc réaffirmé que le droit au développement, tel qu'il est établi dans la Déclaration sur le droit au développement, est un droit universel et inaliénable qui fait partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine. Elle a également souligné que la personne humaine est le sujet central du développement. Au Bangladesh précisément, les autorités se sont fixées des priorités pour assurer le bien-être des personnes. S'efforçant

d'améliorer la situation économique du pays, elles essaient en particulier d'alléger les difficultés des groupes de population les plus désavantagés et les plus vulnérables. Le programme "Dal Bhat" lancé par le Premier Ministre Begum Khaleda Zia vise à assurer une alimentation suffisante aux pauvres et aux défavorisés. Les soins de santé primaires sont plus largement dispensés, l'objectif étant de garantir la "santé pour tous" d'ici la fin du siècle. Un vaste programme de vaccination a déjà permis de protéger 70 % des enfants contre six maladies graves. En matière d'éducation, un programme a été mis en oeuvre pour faire en sorte que tous les enfants reçoivent un enseignement primaire. En outre, une attention particulière est apportée à l'intégration des femmes dans le processus de développement.

19. On peut espérer qu'avec l'amélioration des conditions économiques et sociales, les habitants du Bangladesh pourront effectivement jouir de l'ensemble des droits de l'homme sous leurs différents aspects. La mauvaise situation macro-économique internationale, qui se manifeste notamment par l'élargissement du fossé entre le Nord et le Sud et entre les riches et les pauvres, est l'un des obstacles majeurs à la réalisation du droit au développement. Les pays les moins développés sont ceux qui se ressentent le plus de l'intégrité de la structure macro-économique. Les indicateurs macro-économiques du Bangladesh se sont améliorés sous l'actuel régime démocratique. Le pays rencontre néanmoins d'énormes difficultés et il serait bon que la communauté internationale soutienne ses efforts, notamment en assouplissant les conditions d'octroi de l'aide et en offrant des conditions commerciales préférentielles, des facilités d'accès aux marchés étrangers, etc.

20. La délégation bangladeshi a étudié avec intérêt le rapport du Groupe de travail sur le droit au développement. Elle en appuie la recommandation tendant à ce que des informations supplémentaires soient demandées aux gouvernements, aux institutions internationales, aux commissions économiques régionales, à la Commission du développement social et à la Commission de la condition de la femme, et elle est en outre tout à fait partisane de demander au Secrétaire général de mettre en place au Centre pour les droits de l'homme un groupe de fonctionnaires qui serait spécialement chargé de surveiller l'application de la Déclaration et de fournir un appui logistique au Groupe de travail.

21. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a décidé à sa dernière session de créer un poste de haut commissaire aux droits de l'homme. Etant donné la relation étroite qu'il y a entre droits de l'homme et développement, il conviendrait que le haut commissaire s'intéresse prioritairement à l'application de la Déclaration sur le droit au développement. Le droit au développement devrait, par ailleurs, être inscrit à l'ordre du jour des prochaines réunions prévues à l'ONU, notamment à celui des réunions portant sur la population et le développement, du Sommet mondial pour le développement social, de la quatrième Conférence des Nations Unies sur la condition de la femme et de la Commission du développement durable. M. Khalilur Rahman conclut en soulignant que, s'il appartient à chaque Etat de définir sa propre stratégie de développement, la communauté internationale se doit de créer un environnement socio-économique favorable à la réalisation du droit au développement dans l'intérêt de tous.



22. M. DON NANJIRA (Kenya) constate que, jusqu'à récemment, la question du droit au développement a été négligée et regrette que trop longtemps la balance des droits de l'homme ait penché du côté des droits civils et politiques au détriment des droits économiques, sociaux et culturels. La Déclaration des droits de l'homme de 1948 et la Proclamation de Téhéran de 1968 n'ont pas permis de rétablir l'équilibre. L'augmentation du nombre des instances s'occupant des droits de l'homme après 1948 et après 1968 n'a pas davantage pu améliorer la situation. Au contraire, au fur et à mesure que la communauté internationale devenait plus sensible aux valeurs des droits de l'homme, de nouvelles exigences se faisaient jour à propos des droits individuels.

23. Bientôt les pays en développement commencèrent à contester la conception étroite la plus courante des droits de l'homme. Peu à peu, il leur est apparu évident que les droits de l'homme, ce n'était pas seulement les droits civils et politiques, mais qu'ils englobaient aussi, par exemple, la liberté de religion, le droit à la santé, le droit à une alimentation suffisante et le droit au développement. Depuis 1988, année du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui a marqué le début d'une nouvelle ère dans les rapports Est-Ouest, de nouveaux défis de caractère économique, social et culturel se sont posés. Organismes et particuliers sympathisants de la cause des pays en développement ont été nombreux à souligner la nécessité de parvenir à un équilibre entre l'exercice des droits civils et politiques et la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

24. Dans la recherche d'un équilibre entre les différentes catégories de droits, la Conférence de Vienne de juin 1993 a marqué un tournant. La Déclaration et le Programme d'action de la Conférence établissent que le droit au développement est un droit de l'homme (par. 66 à 77). La Conférence a aussi noté les faits nouveaux intervenus dans le domaine considéré entre 1987 et 1993 et qui ont donné une nouvelle dimension aux droits de l'homme. Dans ce contexte, la Commission a créé, par sa résolution 1993/22, le Groupe de travail sur le droit au développement. M. Don Nanjira, qui a l'honneur d'être membre de ce Groupe, signale que celui-ci a tenu sa première session à Genève du 8 au 19 novembre 1993. Les conclusions et recommandations contenues dans son rapport (E/CN.4/1994/21) reflètent les opinions personnelles des experts et non celles de leur gouvernement. Ce rapport se veut une analyse indépendante et impartiale du droit au développement et on n'y trouvera ni éloge ni critique à l'égard des Etats. Pour poursuivre sa vaste tâche, le Groupe de travail devra s'appuyer sur des thèmes de réflexion précis et disposer des ressources nécessaires à la bonne exécution de son mandat. Il serait bon qu'il se réunisse dans un contexte régional, en Afrique, en Asie et en Amérique latine et aux Caraïbes. Cette réunion au niveau régional devrait être programmée et se tenir dans le cours de l'année, ce qui revient à dire que le Groupe tiendrait trois sessions en 1994. Il conviendra, à ce propos, de veiller à ce que les dates de ces sessions ne coïncident pas avec celles de réunions ou de conférences d'autres organes des Nations Unies.

25. M. Don Nanjira fait observer que de multiples obstacles s'opposent à la réalisation du droit au développement, mentionnant toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, le colonialisme et le néocolonialisme, l'occupation étrangère, les atteintes à la souveraineté et à l'intégrité

territoriale des Etats, la course aux armements, la non-reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le fardeau de la dette, la dégradation de l'environnement, l'inéquité des échanges commerciaux et financiers entre nations, le protectionnisme, la pauvreté, l'absence de démocratie, les problèmes macro-économiques dus aux rigueurs de l'ajustement structurel, la participation insuffisante des peuples au processus de développement, la non-prise en compte de la situation des groupes les plus vulnérables de la société, l'analphabétisme, pour ne citer que ceux-là.

26. La délégation kényenne invite la Commission à formuler des mesures assurant la mise en oeuvre des recommandations du Groupe de travail. Elle souhaite également que le Centre pour les droits de l'homme apporte à celui-ci une aide accrue afin de garantir que les résolutions et décisions de la Commission soient effectivement appliquées.

27. M. SLIPCHENKO (Observateur de l'Ukraine) se réjouit que la Conférence de Vienne ait mis un terme à la division artificielle entre droits civils et politiques d'un côté et droits économiques, sociaux et culturels de l'autre. Il se félicite qu'elle ait affirmé que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme sont interdépendants. L'Ukraine, engagée dans une douloureuse transition d'un régime totalitaire à économie centralisée à une société démocratique tournée vers l'économie de marché, saisit particulièrement bien le sens et la portée de cette affirmation.

28. En Ukraine, les transformations radicales de l'économie se sont accompagnées d'une récession industrielle, d'une inflation galopante et d'une grave détérioration des conditions de vie pour la grande majorité de la population. Des tensions sociales se font jour qui portent en germe une mise en cause des réformes, voire une nostalgie d'un certain autoritarisme. Les pays d'Europe centrale et orientale peuvent mesurer les menaces que l'aggravation de la situation économique fait peser sur les droits individuels et les libertés fondamentales. L'Ukraine subit en outre les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et des pertes qu'entraînent les sanctions frappant l'ex-Yougoslavie de par la décision de l'Organisation des Nations Unies.

29. Face à ces immenses difficultés, les autorités ukrainiennes s'efforcent de mettre en place un filet de sécurité en matière sociale, sans toutefois placer les bénéficiaires des aides dans la situation d'assistés. Tout en assurant des conditions satisfaisantes en matière d'emploi (salaire minimum, indexation du revenu minimum sur l'inflation, etc.), l'Etat apporte spécialement son aide aux groupes les plus vulnérables de la population.

30. Les pays d'Europe centrale et orientale souffrent également du poids de la dette extérieure. Les problèmes qui se posent aux pays en développement et aux pays qui sont dans une phase de restructuration économique apparaissent clairement dans le rapport établi par le Secrétaire général, en application de la résolution 1993/12 de la Commission relative aux effets des politiques d'ajustement économique consécutives à la dette extérieure sur la jouissance effective des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur le droit au développement (E/CN.4/1994/17). Cela dit, si contraignantes et dures soient-elles, les difficultés économiques ne doivent en aucun cas être mises en avant pour

justifier une atteinte aux libertés et aux droits fondamentaux de l'homme; éclairée par son histoire et son expérience, l'Ukraine en est la première convaincue.

31. Néanmoins, la démocratie, le développement et les droits de l'homme ne sauraient s'instaurer sans des efforts concertés et une coopération entre les Etats et les organismes internationaux. La communauté internationale a le devoir d'aider les pays qui avancent avec difficulté sur la voie d'un système respectueux des droits de l'homme. Dans cette optique, la délégation ukrainienne partage la préoccupation exprimée par le Représentant de la Fédération de Russie au sujet de la situation qui règne sur tout le territoire de l'ancienne URSS. Toutefois, elle devrait dénoncer cette position si celle-ci sous-entendait que la surveillance de cette situation ne relève que d'un seul pays.

32. L'Ukraine attache la plus haute importance à la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme, y compris en ce qui concerne le développement social, et elle appuie les recommandations du Groupe de travail sur le droit au développement. Il est indéniable que la coordination entre tous les organes du système des Nations Unies, et non seulement ceux qui s'occupent des droits de l'homme, doit être renforcée. Une aide des organismes des Nations Unies aux pays en transition d'Europe centrale et orientale adoucira sans nul doute les souffrances que leur imposent les transformations politiques et économiques qu'ils connaissent, contribuant par là à assurer aux citoyens de ces pays la pleine jouissance de leurs droits et libertés.

33. M. BISLEY (Observateur de la Nouvelle-Zélande), intervenant sur le point 16 de l'ordre du jour, rappelle que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a recommandé de "poursuivre l'effort d'amélioration du fonctionnement, notamment en ce qui concerne les tâches de surveillance, des organes créés en vertu de traités". Le rapport intérimaire sur la question établi par l'expert indépendant, M. Philippe Alston (A/CONF.157/PC/62/Add.11/Rev.1), est une contribution utile à cet effort dont la délégation néo-zélandaise se félicite. Il faudrait en premier lieu, comme l'a préconisé la Conférence de Vienne, encourager la ratification universelle de tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme d'ici l'an 2000 et développer à cette fin l'assistance à fournir aux gouvernements, notamment des pays en développement, pour lesquels l'adhésion à ces instruments pose un réel problème. Il ne faut pas oublier toutefois que la réalisation de cet objectif de la ratification universelle se traduira par une augmentation considérable de la charge de travail des organes de suivi des traités, et donc inévitablement par des retards supplémentaires dans l'examen des rapports périodiques. C'est naturellement le Centre pour les droits de l'homme qui subira les conséquences de cette situation; aussi est-il indispensable d'accroître les ressources mises à sa disposition et également de faire plus d'efforts pour répondre aux besoins en compétences, en données et en documentation de tous les organes concernés.

34. Par ailleurs, si la présentation de rapports périodiques est un élément essentiel du bon fonctionnement du système de suivi des traités, elle peut se révéler un lourd fardeau pour les Etats parties, en particulier pour les petits pays en développement qui ont souvent du mal à s'acquitter de leurs

obligations en la matière. La délégation néo-zélandaise espère par conséquent que le Centre pour les droits de l'homme répondra favorablement aux demandes d'assistance qui lui ont été adressées à cet égard par des pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Elle appuie la proposition du professeur Alston tendant à l'établissement d'un système de renvois plus concerté pour la présentation des renseignements fournis dans les rapports nationaux et pense que les Etats devraient charger un service administratif distinct de la coordination des rapports à soumettre à chacun des organes assurant le suivi des traités. En Nouvelle-Zélande, c'est le Ministère des affaires étrangères et du commerce qui assume cette responsabilité. Il conviendrait également, par souci de transparence et de simplicité, que tous les organes adoptent des pratiques et une terminologie uniformes.

35. En ce qui concerne les retards dans la présentation des rapports périodiques, on ne saurait trop insister sur la nécessité de fournir des services consultatifs et l'assistance technique nécessaire aux Etats parties qui sont en défaut. La pratique adoptée par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels qui consiste à examiner la situation dans les Etats parties qui n'ont jamais présenté de rapports ou dont les rapports sont attendus depuis longtemps pourrait, de l'avis de la délégation néo-zélandaise, être utilement suivie par d'autres comités. Enfin, parmi les solutions à long terme proposées par M. Alston pour améliorer le fonctionnement des organes créés en vertu de traités, la délégation néo-zélandaise relève une idée qui mérite d'être discutée plus avant, à savoir la possibilité pour les Etats parties de faire rapport en un seul document qui pourrait alors être complété par des renseignements sur les questions particulières soulevées par l'organe concerné ou encore la possibilité de remplacer des rapports périodiques détaillés sur un ensemble de questions par des rapports sur des points spécifiques. La délégation néo-zélandaise attend avec intérêt le rapport final de l'expert indépendant; elle est toute disposée à collaborer avec d'autres délégations à la recherche de moyens efficaces pour améliorer le fonctionnement du système existant.

36. M. NOWAK (Autriche) dit que les deux Pactes de 1966 et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques constituent le fondement du système de protection des droits de l'homme mis en place par l'Organisation des Nations Unies. En dépit des appels lancés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne, le nombre total d'Etats parties à ces deux instruments ne représente guère plus que les deux tiers des Etats Membres de l'ONU. Face à ce faible taux de ratification, on peut se demander si les Etats prennent vraiment au sérieux les normes minimales établies en matière de droits de l'homme dans ces instruments.

37. La Conférence mondiale a également recommandé aux Etats parties aux instruments relatifs aux droits de l'homme d'envisager d'accepter toutes les procédures existantes de présentation et d'examen des communications. Or au 1er décembre 1993, seuls 74 Etats étaient parties au premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et 43 Etats seulement avaient fait la déclaration prévue à l'article 41 de ce même instrument. Pourtant, les procédures d'examen de communications émanant de particuliers ou d'Etats constituent un bon moyen de vérifier, dans certains cas précis, si un Etat s'acquitte bien des obligations

qu'il a contractées en vertu d'un traité international. Preuve a été donnée, au Comité des droits de l'homme en particulier, que cette procédure non seulement permet aux victimes de violations de droits de l'homme d'obtenir réparation, mais aussi que souvent elle incite les gouvernements à modifier des lois ou des pratiques jugées non conformes aux normes internationales. C'est pourquoi la Conférence mondiale a encouragé la Commission à poursuivre l'étude de protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. C'est là un point auquel la délégation autrichienne accorde la plus haute importance, étant donné que l'interdépendance et l'indivisibilité de tous les droits de l'homme n'ont cessé d'être réaffirmées par l'Organisation des Nations Unies. Il n'y a donc aucune raison pour que l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels par les Etats parties à ce Pacte ne soit pas surveillée par le biais d'une procédure d'examen des plaintes présentées par d'autres Etats ou par des particuliers. Le rapport sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels de M. Danilo Turk (E/CN.4/Sub.2/1992/16) et le rapport du séminaire sur les indicateurs à utiliser pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels (A/CONF.157/PC/73) contiennent des renseignements utiles qui aideront le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à statuer sur les communications faisant état de violations de ces droits. La Commission devrait donc répondre favorablement à la demande de la Conférence mondiale.

38. En dépit de toutes les propositions faites par les experts et diverses instances, on constate encore beaucoup de doubles emplois entre les divers organes de surveillance de l'application des traités, qui pourraient pourtant être évités grâce à une meilleure coordination. A cet égard, la délégation autrichienne pense que les présidents de tous ces organes devraient se réunir désormais non plus tous les deux ans mais tous les ans, et les rapporteurs spéciaux et autres mécanismes de surveillance établis par la Commission devraient être invités à participer à leur réunion. D'autre part, les conclusions formulées par les différents organes à l'issue de l'examen du rapport d'un Etat devraient être rendues publiques dans le pays concerné afin que toutes les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, notamment les organisations locales, participent plus activement à ce système de surveillance. Il faudrait également installer au Centre pour les droits de l'homme une base de données informatisée regroupant toutes les informations tirées des rapports pertinents de gouvernements, ou d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales sur la situation réelle des droits de l'homme dans tous les pays, car seule la transparence en la matière permettra à la communauté internationale de réagir efficacement en cas de violation des droits de l'homme, suivant des critères d'objectivité et de non-sélectivité.

39. En conclusion, la délégation autrichienne appelle à nouveau l'attention de la Commission sur la nécessité de modifier à long terme et de manière plus profonde le système de surveillance de l'application des traités. Les Etats parties aux six principaux instruments relatifs aux droits de l'homme, soit les deux Pactes, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'enfant, devraient déjà regrouper leurs divers rapports périodiques en un seul rapport "global" qui

pourrait être complété, au besoin, par des rapport supplémentaires sur des points précis. En outre, la Commission devrait envisager la possibilité d'élaborer des protocoles supplémentaires se rapportant à ces six instruments de base et de créer un organe d'experts unique qui serait chargé d'examiner les rapports périodiques "globaux".

40. M. ROMAZZOTTI (Mouvement international ATD quart monde) se félicite de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. Ces textes reconnaissent en effet, à la suite de la Commission, que l'extrême pauvreté est une violation de la dignité humaine et qu'il est urgent de prendre des mesures pour y mettre fin. Ils insistent également sur la nécessité de favoriser la participation des plus pauvres à la prise de décision au sein de la communauté dans laquelle ils vivent, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre l'extrême pauvreté. Pouvoir participer aux travaux concernant l'extrême pauvreté est, en effet, essentiel pour les plus pauvres : eux, qui ne sont que rarement consultés, ont le droit de transmettre au monde leur expérience et ont besoin de se sentir utiles à la société dans laquelle ils vivent. Cela constitue un enjeu important de l'étude qui a été confiée au Rapporteur spécial chargé d'examiner la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté. Celui-ci, dans son rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/1993/16), a insisté sur la démarche de connaissance qu'une telle étude nécessitait. Les plus pauvres souhaitent contribuer à cette démarche; ils souhaitent que les gestes qu'ils font quotidiennement pour refuser la misère soient reconnus comme tels. Ainsi, le fait de mendier pour refuser la misère et essayer de la rendre moins dure à ses proches, perçu par beaucoup comme un acte de démission, n'est-il qu'un acte désespéré pour sauver ce qui peut encore l'être. Comment de tels gestes peuvent-ils être compréhensibles sans une connaissance profonde de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté ?

41. De l'expérience du Mouvement ATD quart monde, fondé par le père Wresinski, et de celle d'autres organisations travaillant auprès des plus pauvres, plusieurs éléments se dégagent. Pour les personnes qui travaillent sur le terrain, un engagement dans la durée, la confiance, l'action et le partenariat avec les intéressés sont primordiaux pour arriver véritablement à appréhender ce qu'est l'extrême pauvreté et à connaître ceux qui la vivent. C'est fort de plus de 35 années d'expérimentation d'un partenariat avec les plus pauvres que le Mouvement ATD quart monde s'est engagé à contribuer activement à l'étude sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté demandée par la Commission. C'est également sur la base de ce partenariat que le mouvement peut aujourd'hui s'engager à faire participer des personnes très pauvres au Séminaire qui pourrait être organisé sur le thème "Misère et déni des droits de l'homme", comme la Commission l'avait envisagé. Un tel séminaire constituerait une occasion unique de participation directe des plus pauvres aux travaux de l'ONU et répondrait ainsi aux vœux de la Déclaration de Vienne de voir les plus pauvres participer à la promotion des droits de l'homme. Il conviendrait que ce séminaire ait lieu à une date proche du 17 octobre, qui est, depuis 1992, celle de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. D'autre part, se situant quelques mois avant le Sommet mondial pour le développement social, un tel séminaire permettrait de contribuer à la réflexion que ce sommet mènera sur la pauvreté, en apportant un éclairage nouveau basé sur l'expérience des plus pauvres.

42. Mme FAUCHERE (Confédération mondiale du travail) constate que l'évolution économique, sociale et politique des dernières années conduit, partout dans le monde, à une dualisation croissante de la société. On assiste ainsi à la concentration du pouvoir et des richesses aux mains d'une minorité et à l'accroissement du nombre des pauvres et des personnes marginalisées. Faute d'une réglementation internationale sur les mouvements de capitaux, et donc sur les investissements, un fossé énorme s'est creusé entre les situations sociales et les conditions de travail d'une région à l'autre et, de manière plus marquée encore, d'un continent à l'autre, ce qui risque de conduire les Etats et les régions à se livrer une concurrence effrénée pour que l'argent afflue sur leur territoire. Ils recourront pour ce faire à des déréglementations supplémentaires, au démantèlement des pratiques de concertation sociale, là où elles existent, et à celui des organisations syndicales elles-mêmes. Le travail, et donc les travailleurs, sont redevenus une marchandise, une matière première, comme au siècle dernier. Sur le plan économique, en effet, les décisions sont prises sous la dictée de quelques-uns et ne reposent pas sur une approche et sur un mode de choix réellement démocratiques. Les programmes d'ajustement du FMI et les conseils de la Banque mondiale, organisations dans lesquelles le poids décisionnel des pays les plus riches est énorme, illustrent fort bien ce phénomène. Les ajustements structurels imposés aux Etats du tiers monde conduisent à un extrême dénuement des couches les plus démunies de la population, tout en garantissant la richesse et le privilège de quelques élites. Dans les pays industrialisés, les sommes énormes ainsi transférées du Sud au Nord ne profitent en rien aux populations, puisqu'elles sont également confisquées au profit de quelques-uns, par le truchement des banques et des firmes transnationales. On voit se développer des pratiques, telle la traite des êtres humains, par le biais de la prostitution, du travail forcé, ou de trafics par des filières d'adoption ou de vente d'organes qui, comme le phénomène de la drogue, sont des symptômes des déséquilibres causés par le désordre économique, social et éthique de la société mondialisée qui s'est instaurée.

43. Par ailleurs, sous l'influence des institutions financières internationales, des créanciers et de certaines grandes agences d'aide au développement, de nombreux pays ont adopté diverses mesures de type néolibéral. Le phénomène des privatisations s'inscrit dans cette démarche et revêt un caractère tout particulier : les gouvernements concernés, bradant leur patrimoine national, instaurent un nouveau type de colonisation. Dans sa forme actuelle, la mondialisation de l'économie et l'avènement hégémonique des sociétés transnationales constituent une menace pour le développement, la démocratie et la paix. C'est pourquoi la Confédération mondiale du travail rejette toute pratique commerciale qui implique quelque type de dumping social que ce soit et elle souhaite voir insérer une clause sociale dans les accords commerciaux et les accords de coopération. Cette clause sociale devrait reprendre les dispositions des conventions internationales du travail portant sur la liberté syndicale, le droit de négociation collective, l'interdiction de la discrimination, celle du travail forcé, et notamment du travail des enfants. Le Congrès de la Confédération mondiale du travail demande par ailleurs aux instances et organismes internationaux de prévoir la conversion partielle de la dette en financement de projets économiques ou sociaux en faveur de la population; la réduction partielle ou la remise définitive des dettes des pays les plus pauvres; la prise de mesures contraignantes vis-à-vis de dirigeants ou d'anciens dirigeants qui auraient détourné une partie de ces

aides et de ces prêts à leur profit personnel ou au profit de personnes physiques ou morales rattachées directement ou indirectement à leurs intérêts. Enfin, la Confédération mondiale du travail insiste pour que soit respectée la recommandation faite aux pays riches par les Nations Unies en 1972 de consacrer au minimum 0,7 % de leur PIB au développement des pays du tiers monde.

44. M. FAVRE (Fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux catholiques, FIMARC) souhaite contribuer aux travaux de la Commission en dénonçant les obstacles à la mise en oeuvre du droit au développement, ainsi qu'en rapportant des initiatives visant le développement du monde rural. Porte-parole de mouvements ruraux dans une quarantaine de pays, la FIMARC atteste que partout est dénoncée l'emprise du libéralisme générateur d'exclusion, partageant inégalement la société en une minorité de possédants et une majorité toujours plus nombreuse de pauvres. Parmi ceux-ci figurent les ruraux privés de terre, abandonnés par leur Etat, marginalisés, voués au chômage sans assurance ou à l'exode. En milieu rural, quand bien même le droit à la terre est réalisé, les ruraux demeurent frustrés dans leur dignité d'hommes et de femmes responsables, parce qu'ils se sentent écartés des centres de décision. En réalité, le développement leur est imposé de l'extérieur par les grandes coopératives d'achat et de distribution, les firmes industrielles de l'agro-alimentaire, des directives gouvernementales inadaptées aux conditions réelles et les ajustements structurels de la dette. Tous ces obstacles et humiliations expliquent leurs réactions, parfois violentes.

45. Cependant, en Europe, le nombre de réalisations artisanales et agricoles autonomes s'accroît. En Amérique centrale, lors d'un séminaire de mouvements ruraux, des ruraux se sont engagés à être les premiers acteurs de leur développement. En Asie, les populations rurales, sensibles au problème de la sauvegarde de l'environnement s'organisent pour le défendre avec des moyens très modestes. En Afrique, on conçoit généralement le développement à partir de la famille rurale et du rôle prépondérant de la femme. En Amérique du Sud, enfin, on voit s'organiser des réseaux de femmes paysannes.

46. Avec tous ceux et toutes celles auxquels elle prête sa voix auprès de la Commission, la Fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux catholiques exprime le ferme espoir que l'Année internationale de la famille lancée par les Nations Unies permettra d'avancer sur le chemin enfin déblayé d'un développement durable, mais surtout solidaire.

La séance est levée à 17 h 15.

-----